

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2019 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 27 novembre 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt cinq novembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - M. Dominique MICHEL - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Saliha M'PIAYI donne pouvoir à M. Dominique MICHEL  
Mme Elise MARTIN donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

### ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

\*\*\*\*\*

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : M. Saïd FOUAD.

M. Saïd FOUAD procède à l'appel.

M. le Maire annonce l'ajout de deux vœux (remis sur table) qui seront traités en début d'ordre du jour :

- VŒU DE SOUTIEN AUX RETRAITÉS,
- APPEL SOLENNEL DES MAIRES ET DES ASSOCIATIONS D'ÉLUS : POUR VIVRE EN PAIX DANS NOS COMMUNES.

Adoption à l'unanimité du procès-verbal du Conseil municipal du 23 septembre 2019.

\*\*\*\*\*

## ADMINISTRATION GENERALE

### 1 - VŒU DE SOUTIEN AUX RETRAITÉS

La pauvreté et l'exclusion touchent aujourd'hui de nombreuses personnes âgées, bien loin de l'image souvent véhiculée des retraités nantis, épargnés par la crise, avec un niveau de vie apparent supérieur à celui des actifs.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais différentes décisions prises ces dernières années (suppression de la 1/2 part, imposition des majorations familiales, création de la taxe de 0,3 % sur les retraites, indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires, ...) et, dernièrement, la hausse de la CSG, nous oblige à constater que le pouvoir d'achat des retraités est en chute libre, fait confirmé par le Conseil d'Orientation des Retraites et l'INSEE. Plus d'un million de retraités sont désormais des retraités pauvres et un nombre croissant d'entre eux voient avec inquiétude leurs ressources s'éroder quotidiennement, sans espoir d'amélioration.

À cette donnée économique s'ajoute le sentiment de rejet aux marges de la société pour une part non négligeable d'entre eux. Alors que la retraite est un droit acquis par des années de cotisations durant la phase d'activité professionnelle, certains laissent à penser que ces retraités sont trop coûteux, trop « riches », trop nombreux, voire égoïstes et renfermés sur eux-mêmes.

Or, dans la mesure de leurs moyens et de leur temps, ils constituent une part active de la population, intégrée dans la société et les structures locales de la République, à commencer par la vie de notre commune : ils sont nombreux à participer aux instances associatives et à s'investir dans la vie locale. Leurs activités bénévoles au service des habitantes et des habitants ont été estimées à un demi-point du Produit Intérieur Brut (PIB).

Saisis par 9 organisations syndicales (UCR-CGT, CFE-CGC, CFTC, UCR-FO, FSU, FGR-FP, Solidaires, LSR), à quelques jours d'une mobilisation sociale qu'on annonce de grande ampleur, nous, élus de Chenôve, dénonçons cette situation qui contribue à l'appauvrissement de la population retraitée, réduit leurs capacités d'action et dégrade leurs conditions de vie.

Le Conseil municipal de Chenôve, réuni en séance le 25 novembre 2019, souhaite affirmer fortement son soutien envers la population retraitée.

Le Conseil municipal de Chenôve demande la prise de mesures d'urgence en faveur des retraités, notamment les plus modestes, pour préserver leur pouvoir d'achat, et leur permettre de continuer à disposer de conditions de vie décentes.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien aux retraités.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### VOTES

29 POUR

## 2 - APPEL SOLENNEL DES MAIRES ET DES ASSOCIATIONS D'ÉLUS : POUR VIVRE EN PAIX DANS NOS COMMUNES

Nous, Maires de villes et de villages de Métropole et d'Outre-Mer, tous issus de territoires urbains, périurbains et ruraux ; nous, associations d'élus, associations de terrain ancrées sur tous les territoires de la République ; confrontés et souvent isolés face aux difficultés auxquelles font face nos communes en matière de tranquillité publique ; sollicités au quotidien par nos administré(e)s, de plus en plus désemparés, nous prenons publiquement la parole en responsabilité, en dehors de toute logique partisane ou arrière-pensée « sécuritaire », pour le bien des citoyens et de la démocratie.

Elu(e)s au sein de collectivités qui incarnent la République du quotidien et « la puissance publique de proximité », vers lequel(le)s nos concitoyen(ne)s se tournent en premier lieu et bien souvent, hélas, en dernier recours, nous sommes en devoir d'alerter le Président de la République, le Premier Ministre, tous les membres du Gouvernement, et à travers eux, toute la Nation, par un appel solennel.

Chaque jour dans nos communes, nous constatons la dégradation rapide du « vivre ensemble » au profit d'une tension sociale qu'alimentent la recrudescence d'incivilités et d'actes délictueux, la multiplication de dégradations d'une rare violence commises par une minorité agissante qui ne recule plus devant rien, la banalisation de l'économie parallèle, l'omniprésence de rodéos de motos et/ou de voitures troublant en permanence l'ordre public et la quiétude des habitant(e)s, leurs premières victimes.

Equipements publics vandalisés, dégradés et/ou mis hors service, véhicules incendiés, voitures de police et de services de secours caillassées, autobus et/ou rames de tramway transportant des voyageurs cibles de jets de projectiles, policiers, pompiers et toutes les personnes dépositaires de l'autorité publique prises à partie, autant d'exemples d'actes inqualifiables et injustifiables dans nos rues et dans nos quartiers.

Cet état de fait, qui s'installe plus profondément chaque semaine, laisse pour nos concitoyens le sentiment désespérant d'une société en échec face à la montée en puissance du « chacun pour soi » et l'impunité des délinquants.

Malgré le courage et le dévouement dont les agents publics d'Etat et de nos collectivités locales font preuve dans l'exercice de leur fonction, nous ne pouvons que constater que les effectifs de police et de gendarmerie déployés en réponse sont insuffisants. En dépit de tout le travail mené sur le terrain, les moyens humains, matériels et logistiques font également défaut à l'institution judiciaire pour mener à bien et dans de bonnes conditions son action complémentaire à celles des forces de sécurité, pour prévenir la récidive.

Face à cette situation, nous lançons collectivement une alerte au nom des administré(e)s de nos municipalités qui aspirent simplement à vivre en toute tranquillité. Ce cri d'alarme est également motivé par de très vives inquiétudes quant à l'évolution des effectifs et à la modification de la carte judiciaire actuellement en discussion dans le cadre de l'examen parlementaire du Projet de Loi de Finance (PLF) pour l'année 2020. C'est pourquoi nous sommes solennellement dans l'attente d'assurances sur ce point précis de la part du Président de la République et de son Gouvernement.

Parce que la sécurité des personnes et des biens sur le territoire national et le maintien de l'ordre sont les prérogatives exclusives de l'Etat, qu'elles sont un préalable indispensable à la mise en œuvre de toutes les autres politiques publiques, nous demandons le retour immédiat de l'action publique concrète de l'Etat sur nos territoires, ce qui signifie, pour nous, plus de moyens humains, matériels et logistiques :

- pour que les forces de sécurité soient en mesure d'assurer au quotidien la protection

des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ; de mener efficacement la lutte sur le terrain contre tous types d'incivilités et tous types de trafics ; d'assumer le maintien de l'ordre très rapidement dans les territoires et d'y ramener sans délai l'ordre républicain lorsque celui-ci est brutalement compromis

- pour permettre à l'institution judiciaire d'apporter une réponse rapide et adaptée en matière de sanction des faits délictueux, du suivi des plaintes, d'accompagnement des victimes et de prévention de la récidive.

Parce que l'action de l'Etat dans ce domaine, comme dans bien d'autres, doit se construire de manière transversale et globale sur tout le territoire républicain, nous souhaitons vivement que les pouvoirs publics mettent en œuvre :

- un redéploiement spécifique et pertinent des moyens et des effectifs pour assurer un meilleur maillage territorial et une plus grande réactivité des services sur le terrain y compris au sein, par exemple, de certains commissariat ou de gendarmeries dont les attributions ou les périmètres pourraient être réévalués et/ou revus en concertation étroite avec les élus sur place.
- une consultation rapide des élus locaux, par le biais des associations d'élus, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de lutte antidrogue qui vient d'être annoncé par le Gouvernement.

Alors que bon nombre de nos collègues ne souhaitent plus se représenter parce que découragés ou épuisés par la pression quotidienne qu'ils subissent au détriment de leur santé ou de leur vie professionnelle et personnelle, la question de la tranquillité publique demeure, à quelques mois des élections municipales, une des préoccupations majeures pour nos concitoyens. En tant que Maires, et ce dans le cadre de nos compétences communales, nous assumons d'ores et déjà toutes nos responsabilités dans ce domaine et nous laisserons les électrices et les électeurs en juger, le moment venu.

En revanche, s'agissant de la sécurité des personnes et des biens et des questions relatives au maintien de l'ordre public dans tous les territoires métropolitains et ultramarins, il ne revient pas aux Maires d'assumer les prérogatives et les responsabilités de l'État. La co-production de politiques de sécurité repose sur une responsabilité partagée et assumée, mais dans le respect de compétences fixées par la loi.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'approuver l'appel solennel des maires et des associations d'élus « Pour vivre en paix dans nos communes ».**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

29 POUR

## COHESION SOCIALE ET URBAINE

### 3 - RESTRUCTURATION DU GYMNASE DU MAIL – CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Par délibération en date du 24 juin 2019, le Conseil municipal a adopté la synthèse du programme de restructuration du gymnase du Mail et décidé d'en attribuer la maîtrise d'œuvre par voie de concours restreint.

Suite à l'appel public à la concurrence lancé dans le cadre de ce concours, 52 équipes de maîtrise d'œuvre ont déposé un dossier de candidature dans les délais requis. Le jury désigné pour ce concours, réuni le 4 septembre 2019, a proposé la sélection de trois candidats admis à participer au concours de niveau esquisse :

- Groupement BAU Architectes / Elithis Ingénierie / SARL BE Clement / SAS BAFU ;
- Groupement DENU et PARADON Architectes / BeA ;
- Groupement A2A Architectes / Senechal-Auclair-Park / Eric François / COSINUS / BE 2S / BED / ENERPOL / DIGINUM.

La date limite de remise des prestations par les concurrents a été fixée au 4 Novembre 2019.

Le 20 novembre 2019, le jury s'est réuni et a procédé à l'examen des projets qui lui ont été présentés sous la forme anonyme conformément au Code de la commande publique.

Après vérification de la conformité au règlement du concours, le jury a évalué chaque projet et proposé un classement fondé sur les critères indiqués dans le règlement de concours.

Conformément au règlement du concours, chaque équipe a remis une offre conforme permettant l'attribution d'une prime de 18 000 € HT.

Après signature du procès-verbal par les membres du jury, l'anonymat fut levé.

Le maître d'ouvrage, en la personne de Monsieur le Maire, propose de suivre l'avis du jury et déclarer lauréat de ce concours l'équipe classée en première position par le jury, soit le groupement A2A Architectes / Senechal-Auclair-Park / Eric François / COSINUS / BE 2S / BED / ENERPOL / DIGINUM.

Le projet présenté par le lauréat comprend les travaux de construction du nouvel équipement puis la démolition de l'équipement actuel et la réalisation d'aménagements extérieurs, pour un montant estimé à 3 910 000 € HT.

Le forfait maximum de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre est avant négociation de 541 850 € HT, soit 13,858 % du montant HT des travaux.

Un marché de service sans publicité ni mise en concurrence préalable sera passé avec le lauréat du concours, conformément à l'article R.2122-6 du Code de la commande publique.

Vu la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2019, autorisant le lancement du concours de maîtrise d'œuvre,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 13 novembre 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De désigner lauréat du concours de maîtrise d'œuvre l'équipe du groupement A2A Architectes / Senechal-Auclair-Park / Eric François / COSINUS / BE 2S / BED / ENERPOL / DIGINUM,

**ARTICLE 2 :** D'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre de restructuration du gymnase du Mail à l'équipe déclarée lauréat du concours de maîtrise d'œuvre,

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché et tous les actes à intervenir en cours d'exécution de celui-ci,

**ARTICLE 4 :** De dire que le montant des différentes missions sera réglé sur les crédits ouverts à cet effet aux exercices 2019 et suivants,

**ARTICLE 5 :** De verser, conformément au règlement de concours, une indemnité de 18.000 € HT, aux concurrents non retenus qui ont remis une étude complète répondant au programme,

**ARTICLE 6 :** De verser au lauréat du concours une avance sur ses honoraires égale à cette indemnité,

**ARTICLE 7 :** De solliciter au taux maximum l'ensemble des subventions susceptibles d'être accordées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

## JEUNESSE ET SPORT

### 4 - "SPORT PROMOTION" – PROPOSITION DE RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE

Suite aux sollicitations du Président du Basket Club de Chenôve et du Président du Cercle Sportif Laïque de Chenôve, faisant part à la ville de Chenôve et à l'Office Municipal des Sports de leurs difficultés financières en ce début de saison, il est proposé d'accorder à ces deux associations une subvention exceptionnelle.

Une enveloppe de 12 000 € dite « sport promotion » comme indiqué dans la convention d'objectifs et de moyens passée entre l'O.M.S. et la Ville de Chenôve en date du 15 janvier 2019, n'a pas été utilisée jusqu'à présent et est inscrite dans l'enveloppe des subventions 2019.

Concernant la situation financière du C.S.L.C., un plan de sauvegarde du club est en cours d'élaboration. Ce plan de sauvegarde devrait permettre de construire un budget consolidé pour la saison en cours et d'ajuster les finances du club à son nouveau projet sportif. Ce plan de sauvegarde sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal de décembre, comme cela avait été le cas pour le B.C.C. en 2016.

Il est donc proposé la répartition de l'enveloppe « sport promotion » comme suit :

- la somme de 9 000 € pour le B.C.C.
- la somme de 3 000 € pour le C.S.L.C.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 9 000 € au Basket Club de Chenôve,**

**ARTICLE 2 : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 3 000 € au Cercle Sportif Laïque de Chenôve,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

29 POUR

## CULTURE

### 5 - CONVENTION DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA VILLE DE CHEFCHAOUEN : AUTORISATION DE SIGNATURE

Depuis 2013, la ville de Chefchaouen et la ville de Chenôve ont mis en place un partenariat basé sur des échanges artistiques entre leurs conservatoires de musique respectifs, impliquant autant des élèves que des professeurs. Ce partenariat a permis de relier les pratiques artistiques et la vie citoyenne, de favoriser l'ouverture et la transmission par la rencontre et de développer des propositions adaptées à leur public.

Le 24 novembre 2016, une convention de partenariat artistique fut ainsi signée à Chenôve par les deux maires, M. Mohamed SEFIANI et M. Thierry FALCONNET, actant le développement de ce partenariat autour d'échanges entre les conservatoires.

Au vu des résultats encourageants de ces premiers échanges et de leur caractère exemplaire souligné par le ministère des Affaires étrangères français et le ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc, les Maires des deux communes ont exprimé leur volonté de s'engager dans de nouveaux projets qui se concrétiseraient dans une démarche de coopération décentralisée renforcée en faveur de la jeunesse et du développement culturel, tant au titre de l'enseignement artistique que de la lecture publique.

Il est donc proposé au Conseil municipal de formaliser cette démarche de coopération décentralisée pour une durée de deux ans. Le programme d'actions pourrait se développer autour de quatre axes :

- **Axe 1** : Réalisation d'un diagnostic, basé notamment sur une démarche participative (comme par exemple, l'organisation d' « assises » locales de la culture).
- **Axe 2** : Renforcement des capacités des futurs responsables de service par la mise en œuvre d'un plan de formation et d'échanges réguliers autour des pratiques professionnelles.
- **Axe 3** : Consolidation des échanges entre les services culturels des deux communes autour de deux actions principales en matière de lecture publique et de développement de l'enseignement artistique de la musique et des cultures urbaines.
- **Axe 4** : Consolidation des échanges entre les Services Jeunesse (développement de l'appui à la mobilité, soutien à la réalisation de stages chez le partenaire, espace d'information jeunesse, service civique) : Chenôve, récemment labellisée « Cité éducative » et Chefchaouen, labellisée par l'Unicef « Ville des enfants », ont beaucoup à partager sur ces sujets.

Vu le projet de convention de coopération décentralisée joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser monsieur le Maire à signer la convention de coopération décentralisée entre la ville de Chenôve et la ville de Chefchaouen,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**



Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

## FINANCES

### 6 - SUBVENTIONS 2019 – PROJET D'ÉCRITURE D'UN ROMAN COLLECTIF DU COLLÈGE E. HERRIOT

Depuis huit années, une ou deux classes du collège Edouard Herriot collaborent à la rédaction d'un recueil de nouvelles avec dix établissements.

Cette année, le collège souhaite participer à un projet d'écriture d'un roman collectif intitulé « Les nouvelles des collèges », dispositif qui engagerait deux classes de 6ème, soit 56 élèves.

Ce projet laisse les écrivains en herbe seuls avec eux-mêmes, puisque les textes ne seront ni améliorés sur le fond ni corrigés sur la forme. Ce type d'écriture nécessite un travail de mise en forme (orthographe, conjugaison, grammaire, découpage, présentation), puisqu'il faut produire des textes finalisés, prêts à la publication.

Les groupes d'élèves doivent faire un choix entre les diverses propositions des uns et des autres.

Ce type d'écriture assouplit le travail dans le temps et limite la longueur des écrits à produire. Il évite le détournement involontaire de certaines idées par les adultes correcteurs. L'objectif est de ne laisser personne sur le bas-côté. Il faut que chaque groupe produise à chaque étape de réalisation.

Les nouvelles sont écrites par des classes de collège et de CM1/CM2 : chaque classe produit sa nouvelle.

Une première partie de la nouvelle sera envoyée pour le 17 novembre 2019 au comité de pilotage. Elle ne sera plus modifiée par les écrivains en herbe ; ceux-ci continueront de créer la suite. La deuxième partie est attendue pour le 9 février 2020, et la troisième partie pour le 3 mai 2020.

Les nouvelles finalisées seront classées par ordre alphabétique des villes, des établissements et des écoles : ce n'est pas un concours avec un nombre déterminé de lauréats.

Les nouvelles seront regroupées dans un livre imprimé, publié en juin 2020, et accompagnées chacune d'une illustration préalablement envoyée par les élèves.

M. Alain MIGNOT, membre de l'association « Éditions du Hérisson » et écrivain bénévole, assure le comité de pilotage qui passe par la réception des textes, la mise en page et la préparation de la maquette. Il réalisera la couverture du livre. Il proposera le titre du recueil. Il va à la rencontre des professeurs et de leurs élèves.

Le coût d'un livret revient à environ 5 euros. Une demande de subvention a été adressée à la ville de Chenôve par le collège Edouard Herriot pour financer l'éditeur, les participants devant faire en sorte de recueillir les fonds nécessaires à l'édition du livre.

Il est donc proposé d'accéder favorablement à cette demande, les crédits étant prévus au budget primitif 2019.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'accorder une subvention d'un montant de 300 € pour la participation du collège E. Herriot au projet d'écriture « Les nouvelles du collège »,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

## AMENAGEMENT

### 7 - PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT ET PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS (PLUi-HD) DE DIJON MÉTROPOLE – AVIS SUR LE DOSSIER DE PLUi-HD AVANT SON APPROBATION

À l'issue d'une période d'élaboration de trois années, engagée le 17 décembre 2015, le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan de déplacements urbains (PLUi-HD) de Dijon métropole a été arrêté par délibération du Conseil métropolitain le 20 décembre 2018. Il a ensuite été soumis pendant trois mois à l'avis des communes membres et des personnes publiques associées (PPA), conformément au code de l'urbanisme. La synthèse des avis et les réponses apportées par la métropole aux PPA (annexe n° 1) et aux communes (annexe n° 2) sont jointes à la présente délibération.

À l'issue de cette consultation, seuls les conseils municipaux de Sennecey-lès-Dijon et de Talant se sont prononcés défavorablement sur les dispositions réglementaires et les OAP relatives à leur commune. Conformément au code de l'urbanisme, le Conseil métropolitain a donc délibéré à nouveau pour arrêter le projet de PLUi-HD à la majorité des 2/3, lors de sa séance du 10 avril 2019.

#### L'enquête publique

Après ce second arrêt du projet du PLUi-HD, ce dossier a été soumis à enquête publique pendant une période de 31,5 jours, du 14 mai au 14 juin 2019 inclus, au cours de laquelle 1 382 observations ont été formulées. La synthèse des observations du public et les réponses apportées par la métropole (annexe n°3) sont jointes à la présente délibération.

Les principales préoccupations exprimées par le public relèvent des 7 thématiques suivantes :

- Thématique « Développement jugé excessif et trop dense en termes démographique et de production de logements, au détriment de la qualité et du cadre de vie » – 297 observations dont 124 anonymes
- Thématique « Sites et secteurs de projet » - 371 observations dont 141 anonymes
- Thématique « Associations de quartier ou portant sur des quartiers spécifiques » – 405 observations dont 71 anonymes
- Thématique « Règlement/zonage » - 108 observations dont 9 anonymes
- Thématique « Mobilité » - 49 observations dont 17 anonymes
- Thématique « Observations diverses portant sur plusieurs éléments ou sur un sujet très particulier » - 71 observations dont 15 anonymes
- Thématique « Observations n'appelant pas de réponse » - 81 observations dont 36 anonymes.

#### Le rapport de la commission d'enquête

Dans son rapport et ses conclusions, remis le 30 août 2019, la commission d'enquête publique fait état d'un avis favorable à l'unanimité, assorti de 5 réserves et de 18 recommandations qui ne nécessitent pour la plupart aucune modification du dossier de PLUi-HD. Les réponses apportées par la métropole aux réserves et aux recommandations de la commission d'enquête (annexe n°4) sont jointes à la présente délibération.

Les 5 réserves visent à :

- améliorer la méthodologie de calcul du coefficient de biotope par surface (CBS) ;
- concevoir des opérations d'aménagement autour du végétal ;
- mutualiser les espaces verts (coefficient de biotope par surface (CBS) et part de pleine terre) au sein des opérations d'ensemble ;

- publier des recommandations en matière de conception et d'entretien des espaces verts ;
- mettre en œuvre les propositions formulées par la métropole en réponse au procès-verbal de synthèse de l'enquête publique.

Les 18 recommandations du rapport de la commission ont porté sur les points suivants :

- fixer une hauteur maximum dans les opérations « déréglementées »,
- modifier les modalités réglementaires de création d'un attique au-dessus de la hauteur maximum,
- réexaminer la marge de recul de 35 mètres par rapport à l'axe des voies ferrées dans un souci d'équité,
- réexaminer le zonage de la propriété Dugat, rue des Hauts de la Combe à Dijon,
- ajouter un cahier de recommandations architecturales pour faciliter l'insertion des opérations dans leur environnement urbain,
- ajouter une palette de couleurs pour les revêtements de façade,
- rechercher des solutions novatrices pour limiter la hausse des températures,
- concrétiser les objectifs affichés par le PLUi-HD,
- inciter les particuliers à agrémenter leur propriété avec des végétaux,
- favoriser les murs végétalisés,
- favoriser les plantations en regroupant les sujets,
- favoriser la réappropriation des cours d'eau sur le territoire métropolitain,
- réviser les zonages d'assainissement pluvial,
- concerter préalablement les associations de quartier lors d'opérations importantes,
- maintenir une politique de transparence des décisions,
- réviser et développer le schéma des pistes cyclables,
- concevoir des itinéraires cyclables continus sur le territoire métropolitain,
- concrétiser le potentiel de développement du transport ferroviaire sur la métropole.

### **Les conférences intercommunales des maires**

La conférence intercommunale des maires réunie le 19 septembre 2019 a analysé les résultats de l'enquête publique et les propositions de réponses aux réserves et aux recommandations de l'avis de la commission d'enquête, comme le prévoit l'article L.153-21 du code de l'urbanisme et la délibération du 17 décembre 2015 fixant les modalités de la collaboration avec les communes membres.

Ainsi que la métropole s'y était engagée dans cette même délibération, une nouvelle conférence intercommunale des maires s'est réunie pour la dernière fois le 14 novembre dernier, préalablement à l'approbation du PLUi-HD, prévue le 19 décembre prochain. De plus, le dossier, modifié pour prendre en compte les avis des communes, des personnes publiques associées (PPA) et les observations recueillies dans le cadre de l'enquête publique a été soumis aux 23 conseils municipaux pour avis.

### **Les modifications apportées au dossier de PLUi-HD**

Les modifications apportées au dossier de PLUi-HD entre l'arrêt de projet et l'approbation, pour répondre aux avis des communes et des personnes publiques associées et au résultat de l'enquête publique, détaillées en pièce jointe (annexe n°5) visent à intégrer toutes les observations qui permettent d'améliorer la cohérence globale du document. Il s'agit ainsi de garantir la bonne application du PLUi-HD sans remettre en cause l'équilibre général du document. La majorité des ajustements apportés ont eu pour objet d'améliorer la clarté des dispositions réglementaires applicables.

La plupart des modifications de fond apportées au dossier visent à améliorer la prise en compte de la biodiversité, du paysage et de l'environnement au sens large et à mettre davantage en exergue l'ensemble des mesures favorables à cette thématique. Ainsi, les

extensions urbaines présentant une forte sensibilité pour le paysage et/ou la biodiversité ont été supprimées en totalité à Bretenière « Rue principale / Château », Fénay « Nord Cimetière » et en partie à Hauteville-lès-Dijon « Changey ». La prise en compte de l'environnement a été accrue sur une dizaine de sites de projet dont le site « SGAP 1 » à Dijon. La protection des pelouses sèches, qui constituent un milieu particulièrement fragile sur le territoire a été renforcée dans le règlement. La protection paysagère et écologique a également été renforcée en dehors des sites de projet comme dans le quartier du Bois du Roy, à Chevigny-Saint-Sauveur, afin de préserver sa trame arbustive particulière.

De plus, afin de répondre aux observations formulées dans le cadre de l'enquête publique, la part de pleine terre a été augmentée dans les secteurs majoritairement résidentiels de la métropole où le coefficient de biotope par surface (CBS) est fixé à 0,4 (40 %) de l'emprise du terrain : la part de pleine terre passe ainsi de 0,2 (20 %) à 0,3 (30 %) afin d'améliorer la protection de la trame jardinée en ville.

Cette dernière mesure, qui permet d'apaiser la constructibilité dans les quartiers pavillonnaires, est complétée par la suppression de la possibilité de réaliser un niveau d'attique au-dessus de la hauteur maximum dans les secteurs limités à 7 mètres. Ainsi, dans ces secteurs, la hauteur ne pourra pas excéder R+1+combles ou R+1 avec une toiture-terrasse.

Au sein des espaces cultivés, des ajustements ont été apportés au règlement et au zonage afin d'améliorer la prise en compte des enjeux des filières agricoles et viticoles et la protection des secteurs d'appellation d'origine protégée (AOP), ainsi que des autres surfaces agricoles.

### **Les modifications propres à Chenôve**

En dehors des modifications d'ordre général synthétisées en pièce jointe (annexe n°5), quatre amendements apportés au dossier concernent plus particulièrement la commune de Chenôve en réponse à des observations formulées par les personnes publiques associées et au cours de l'enquête publique :

- extension des zones viticoles (Apv) en limite du bourg de Chenôve et du plateau en cohérence avec les secteurs d'appellation d'origine protégée (AOP)
- identification de la trame « pelouses sèches », qui constitue un milieu particulièrement fragile, sur le plan des secteurs de protection
- complément des marges de recul ferroviaires au droit du dépôt Divia, en limite de Dijon et de Longvic
- suppression de la fiche de l'ensemble d'intérêt patrimonial « B » relatif à l'ensemble résidentiel du Nord de Chenôve au profit d'une nouvelle fiche protégeant l'habitat ouvrier du début du XXème siècle sur l'ensemble de la métropole.

Comme le prévoit la délibération du Conseil métropolitain du 17 décembre 2015, il appartient désormais au Conseil municipal de se prononcer sur le projet de PLUi-HD de Dijon métropole modifié pour tenir compte de la période de consultation, notifié par courrier en date du 30 octobre 2019. L'avis du Conseil municipal sur ce dossier ne peut que s'inscrire en cohérence avec l'avis favorable rendu le 4 février 2019 sur le projet de PLUi-HD arrêté.

De plus, les modifications apportées au dossier pour tenir compte des observations issues des PPA, des communes membres de Dijon métropole et de l'enquête publique ont permis d'améliorer le PLUi-HD par rapport aux versions soumises précédemment au Conseil municipal.

Compte tenu de l'ensemble des améliorations apportées au dossier.

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de l'urbanisme,  
Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au renouvellement urbains,

Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat,

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1<sup>er</sup> du code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2014 portant transformation de la communauté d'agglomération dijonnaise en communauté urbaine,

Vu le décret n° 2017-635 du 25 avril 2017 portant création de la métropole dénommée « Dijon métropole »,

Vu la délibération du conseil de communauté du 17 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan des déplacements urbains,

Vu la délibération du conseil de communauté du 17 décembre 2015 arrêtant les modalités de la collaboration avec les communes,

Vu la délibération du conseil de communauté du 24 mars 2016 adoptant le contenu modernisé du code de l'urbanisme relatif au PLU,

Vu la délibération du conseil municipal du 5 février 2018 prenant acte du débat organisé par le conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Vu la délibération du conseil métropolitain du 30 mars 2018 prenant acte du débat organisé par le conseil métropolitain sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Vu les procès-verbaux des conférences intercommunales des maires organisées le 12 novembre 2015, le 22 septembre 2016, le 7 décembre 2017, le 11 octobre 2018, le 19 septembre 2019 et le 14 novembre 2019,

Vu la délibération du conseil municipal du 5 novembre 2018 portant avis sur l'avant-projet de PLUi-HD,

Vu la délibération du conseil municipal du 4 février 2019 portant avis sur le projet de PLUi-HD arrêté,

Vu la délibération du conseil métropolitain du 20 décembre 2018 approuvant le bilan de la concertation du PLUi-HD,

Vu les délibérations du conseil métropolitain du 20 décembre 2018 et du 10 avril 2019 arrêtant le projet de PLUi-HD,

Vu l'avis favorable unanime de la commission d'enquête dans son rapport et ses conclusions rendus le 30 août 2019,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 13 novembre 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019,

Considérant le dossier modifié en vue de l'approbation du PLUi-HD et, notamment, le rapport de présentation, les documents graphiques, le PADD, les OAP, les POA, le règlement et les annexes.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De prendre acte des modifications apportées au dossier de PLUi-HD en vue de son approbation, soumises à l'avis du conseil municipal par Dijon métropole,

**ARTICLE 2 :** D'émettre un avis favorable sur les modifications apportées au projet de PLUi-HD de Dijon métropole pour prendre en compte la période de consultation.

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Président de Dijon métropole.*

*La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :*

- un affichage pendant un mois à l'Hôtel de ville*
- une publication au recueil des actes administratifs de la commune*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

27 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD



## FINANCES

### 8 - BUDGET 2019 – DÉCISION MODIFICATIVE N°1

Dans la perspective de la clôture des comptes 2019, il convient d'ajuster ou de compléter certains postes, tant en dépenses qu'en recettes.

#### En investissement :

Les **recettes** sont abondées de la subvention de l'État au titre du programme 2019 des travaux d'accessibilité (95 200 €), d'un ajustement sur le FCTVA (24 467 €) et du produit de la cession de 3 parcelles de vignes (13 000 €).

Seul un transfert de crédits de fonctionnement de 16 130 € étant prévu pour l'acquisition de matériel informatique et d'équipement, ces recettes supplémentaires permettent de ramener l'emprunt au montant souscrit en octobre, soit 1 100 000 €, et de réduire l'autofinancement de 44 641 €.

Les autres mouvements sur les dépenses sont des transferts entre chapitres et des opérations patrimoniales, pour un montant de 43 405 €. Ces dernières étant inscrites à l'identique en dépenses et en recettes sont sans incidence financière.

#### En fonctionnement :

Les recettes sont globalement complétées de 58 176 €, tandis que les dépenses augmentent de 7 229 €.

Les **recettes** comprennent le fonds d'amorçage du dispositif « Cité éducative » d'un montant de 85 000 € et une dotation de 4 000 €, dans le cadre du contrat de ville, au titre des activités de danse organisées par le groupe Mix'cité.

Enfin, deux lignes sont, soit annulée (participation du CCAS aux charges du centre social : -25 500 €), soit réduite (FCTVA : -5 324 €).

En **dépenses**, les charges de personnel sont abondées de 60 000 €, dont près de 30 000 € destinés à renforcer les moyens des services confrontés soit à des problèmes de tranquillité (centre nautique), soit à une hausse de la fréquentation (accueils de loisirs). La seconde part est affectée aux mesures statutaires liées aux validations de service et aux reconstitutions de carrières, et aux interventions des intermittents du spectacle.

En outre, en vue d'éventuelles annulations de titres, le poste est abondé de 8 000 €.

Enfin, comme en investissement, l'autofinancement est réduit de 44 641 €.

Vu l'article L1612-11 du code général des collectivités territoriales,

Vu les budgets primitif et supplémentaire 2019,

Vu la décision modificative n°1 annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter la décision modificative n°1 au budget 2019 jointe en annexe.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

24 POUR

5 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme M'PIAYI - M. MICHEL - Mme RICHARD - M. FOUAD

## 9 - ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET VALIDATION DES CRÉANCES ÉTEINTES

L'admission en non-valeur peut être demandée par le comptable dès que la créance lui paraît irrécouvrable, l'irrécouvrabilité pouvant trouver son origine dans la situation du débiteur (insolvabilité, disparition...) ou dans l'échec du recouvrement amiable.

Le montant des créances proposées en admission en non-valeur par le comptable s'élève en 2019, à 4 825,85 €. Elles se répartissent, par exercice, comme suit :

Année	Montant
2012	350,57 €
2013	355,72 €
2014	177,94€
2016	647 €
2017	1 873,07 €
2018	1 421,55 €

En outre, le Conseil municipal doit valider les états de non-valeurs présentés par le comptable à la suite d'un effacement de dettes. Cette procédure intervient, en cas d'insuffisance d'actif, dans le cadre d'une procédure collective pour les entreprises, et d'une décision de la commission de surendettement homologuée par le juge pour les particuliers. Ces créances éteintes s'élèvent à 1 828,28 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

Vu l'instruction codificatrice n° 11-022-M0 du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables,**

**ARTICLE 2 : De valider l'état des créances éteintes.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

## EDUCATION

### 10 - SERVICE PETITE ENFANCE : MODIFICATION DE LA GRILLE DES TARIFS DES PRESTATIONS SELON LE BARÈME NATIONAL DES PARTICIPATIONS FAMILIALES

Le barème national des participations familiales a été mis en place en 1983 dans une logique d'accessibilité financière de toutes les familles aux établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE). Depuis l'origine, ce barème est proportionnel aux ressources et tient compte de la composition de la famille.

Avec la mise en place de la prestation de service unique (PSU) en 2002, le barème national des participations familiales a été généralisé à l'ensemble des EAJE du territoire national financés par les CAF. Cette généralisation a permis d'assurer une équité de traitement entre toutes les familles, quel que soit leur lieu de résidence et quelles que soient leurs ressources.

Ce barème n'a pas évolué depuis 2002, alors que le niveau de service des EAJE s'est nettement amélioré. Ainsi, par exemple, 87 % des EAJE fournissent désormais les couches contre seulement 37 % en 2012. Parallèlement, la facturation aux familles s'est rapprochée des heures effectivement réalisées traduisant une meilleure adaptation des contrats aux besoins des familles.

Par ailleurs, le plafond de ressources du barème, au-delà duquel le taux de facturation reste identique quelles que soient les ressources de la famille, a connu une évolution inférieure à celle des prix et des salaires. Si ce plafond avait évolué comme le salaire moyen, il serait aujourd'hui de 6 797 € par mois (+40 %) alors qu'il est fixé en 2018 à 4 874 €.

Ce niveau actuel du plafond de ressources conduit à ce que le taux de reste à charge pour les familles soit décroissant à partir de 4 SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance), si bien que l'accueil en crèche pèse moins dans le budget d'une famille percevant 6 SMIC que dans celle percevant 3 SMIC.

Pour l'ensemble de ces raisons, la commission d'action sociale de la Caisse nationale des allocations familiales, par délégation de son conseil d'administration, a adopté, dans sa séance du 16 avril 2019, une évolution du barème des participations familiales.

L'évolution du barème des participations poursuit trois objectifs :

- rééquilibrer l'effort des familles recourant à un EAJE,
- accroître la contribution des familles afin de tenir compte de l'amélioration du service rendu (fourniture des couches, repas et meilleure adaptation des contrats aux besoins des familles),
- soutenir financièrement la stratégie de maintien et de développement de l'offre d'accueil, ainsi que le déploiement des bonus mixité sociale et inclusion handicap.

Les évolutions suivantes ont été adoptées par la CNAF :

- l'augmentation annuelle de 0,8 % du taux de participation familiale entre 2019 et 2022,
- la majoration progressive du plafond de ressources pour atteindre 6 000 € en 2022,
- l'alignement du barème micro crèche sur celui de l'accueil collectif.

#### Le plancher de ressources

Le montant de ressources plancher à retenir est égal au RSA (Revenu de Solidarité Active) socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait

logement. À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, le plancher de ressources à prendre en compte s'élève à 705,27 €.

Pour les années suivantes, le montant sera publié en début d'année civile par la CNAF.

Ce plancher de ressources est à retenir pour le calcul des participations familiales dans les cas suivants :

- familles ayant des ressources nulles ou inférieures à ce montant plancher ;
- enfants placés en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance ;
- personnes non allocataires ne disposant ni d'avis d'imposition, ni de fiches de salaires.

### Le plafond de ressources

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources mensuel. Celui-ci est publié par la CNAF en début d'année civile.

Pour les années 2019 à 2022, le plafond est d'ores et déjà connu :

Année d'application	Plafond
2018	4 874,62 €
2019 (au 1 <sup>er</sup> septembre)	5 300,00 €
2020 (au 1 <sup>er</sup> janvier)	5 600,00 €
2021 (au 1 <sup>er</sup> janvier)	5 800,00 €
2022 (au 1 <sup>er</sup> janvier)	6 000,00 €

Le gestionnaire ne peut pas appliquer un plafond inférieur. En revanche, en accord avec la CAF, il peut décider de poursuivre l'application du taux de participation familiale au-delà du plafond et doit l'inscrire dans le règlement de fonctionnement.

### Le barème applicable en accueil collectif et micro crèche du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 décembre 2022

Nombre d'enfants	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2019 au 30 août 2019	Du 1 <sup>er</sup> septembre 2019 au 31 décembre 2019	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022
1 enfant	0,0600 %	0,0605 %	0,0610 %	0,0615 %	0,0619 %
2 enfants	0,0500 %	0,0504 %	0,0508 %	0,0512 %	0,0516 %
3 enfants	0,0400 %	0,0403 %	0,0406 %	0,0410 %	0,0413 %
4 enfants	0,0300 %	0,0302 %	0,0305 %	0,0307 %	0,0310 %
5 enfants	0,0300 %	0,0302 %	0,0305 %	0,0307 %	0,0310 %
6 enfants	0,0300 %	0,0302 %	0,0305 %	0,0307 %	0,0310 %
7 enfants	0,0300 %	0,0302 %	0,0305 %	0,0307 %	0,0310 %
8 enfants	0,0200 %	0,0202 %	0,0203 %	0,0205 %	0,0206 %
9 enfants	0,0200 %	0,0202 %	0,0203 %	0,0205 %	0,0206 %
10 enfants	0,0200 %	0,0202 %	0,0203 %	0,0205 %	0,0206 %

L'ensemble des collectivités territoriales ont découvert cette réforme début juin 2019 sans avoir été concerté. La ville de Chenôve se trouve dans l'impossibilité technique et administrative d'appliquer cette réforme au 1<sup>er</sup> septembre 2019, même avec les deux mois de souplesse accordés par la CNAF.

La ville de Chenôve fonctionne, en effet, avec des contrats du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin puis du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre de l'année en cours. Pendant l'été, elle fonctionne avec des contrats occasionnels. De ce fait, la proposition d'appliquer ce nouveau barème au 1<sup>er</sup> novembre aurait nécessité de rédiger trois contrats pour certaines familles : en septembre 2019, en novembre 2019 puis en janvier 2020.

Ainsi, la commune de Chenôve a sollicité un délai supplémentaire de 4 mois pour une mise en place de cette réforme au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ce report donnera le temps nécessaire à la bonne information des familles.

Cependant, des indus seront retenus par la CAF sur le versement de la PSU (période de 1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 2019). Il s'agira de la différence du montant de la participation des familles entre l'application de l'ancien et du nouveau tarif pour un montant de 702,10 €.

Enfin, il a été demandé la diffusion rapide d'outils de communication informant les familles de cette augmentation de façon « transparente ».

Vu la circulaire de la CNAF N° 2019-005 du 05 juin 2019,

Vu le courriel de la CAF du 01 août 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter le nouveau barème national des participations familiales en accueil collectif et micro crèche et de l'adopter à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

## ADMINISTRATION GENERALE

### 11 - RAPPORT D'ACTIVITÉS ET COMPTE ADMINISTRATIF 2018 DE DIJON MÉTROPOLE – INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au Conseil municipal, en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la commune siégeant au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.

En application de ces dispositions, le rapport d'activités 2018 de Dijon Métropole et le compte administratif 2018 ont été remis à Monsieur le Maire.

#### 1) Présentation de Dijon Métropole

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, Dijon Métropole comptait :

- 257 933 habitants (population totale INSEE 2019), soit 48 % de la population de la Côte-d'Or et 9,1 % de la population de la Bourgogne-Franche-Comté,
- 79 élus siègent au Conseil métropolitain,
  - Les élus représentant la ville de Chenôve au sein de Dijon Métropole sont M. Thierry FALCONNET, Mme Claudine DAL MOLIN, M. Jean ESMONIN, Mme Sandrine RICHARD et M. Yves-Marie BRUGNOT,
- 24 communes,
- 135 735 emplois.

Les compétences exercées par Dijon Métropole se partagent en six grandes familles :

- Développement et aménagement économique, social et culturel de l'espace métropolitain,
- Aménagement de l'espace métropolitain,
- Politique locale et habitat,
- Politique de la ville,
- Gestion des services d'intérêt collectif,
- Protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie.

Dijon Métropole exerce en outre les compétences suivantes :

- la gestion d'un service public de fourrière de véhicules,
- l'exécution de prestations de service dans le cadre de ses compétences pour le compte de collectivités, d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes non membres,
- l'octroi de subventions d'équipements ou de fonctionnement aux établissements à caractère scientifique, culturel et professionnel,
- la gestion d'un service public de fourrière pour chiens dangereux,
- l'offre de prestations accessoires aux producteurs et aux détenteurs de déchets d'activités de soins,
- l'acquisition à titre onéreux ou à titre gratuit de tout bien permettant la réalisation de la « ceinture verte »,
- la constitution en centrale d'achats.

#### 2) Présentation des principaux événements de l'année 2018

L'année 2018 a été marquée par un certain nombre de temps forts :



- Le 4 janvier, Dijon retenue parmi les « territoires d'innovation de grande ambition » (TIGA), projet visant à l'autosuffisance alimentaire de la métropole,
- Le 25 janvier, l'école de gendarmerie implantée sur le site de la BA102 sera dotée d'ici à 2020 de 25,7 millions d'euros d'investissement supplémentaire,
- Le 7 février, la Vapeur labellisée SMAC (scènes de musique actuelle) réouvre ses portes,
- Le 27 mars, le lancement de l'*open payment*, la carte bleue sans contact devient un ticket de transport,
- Le 5 avril, la région et la métropole s'engagent à appuyer financièrement les grands projets de la capitale,
- Le 11 avril, Thierry MARX inaugure, dans le quartier de Fontaine d'Ouche, son centre de formation « Cuisine mode d'emploi(s) »,
- Le 26 avril, la Burgundy School of Business inaugure à Dijon un bâtiment dédié aux vins et spiritueux,
- Le 3 mai, pose de la première pierre de la piscine du Carrousel, commencement des travaux.
- Le 1<sup>er</sup> juin, après avoir décroché le label Diversité le 30 mars, la ville de Dijon et son CCAS, et Dijon Métropole décrochent le label Égalité,
- Le 15 juillet, le Zénith affiche complet pour la finale de la coupe du monde de football,
- Le 9 septembre, 5<sup>e</sup> édition des Vendanges citoyennes de Dijon,
- Le 19 septembre, BFM récompense Dijon pour sa politique en faveur des mobilités et de l'intermodalité,
- Du 17 octobre au 16 novembre, la métropole accompagne des propriétaires de maisons ou d'appartements dans leurs travaux de rénovation performante,
- Le 15 décembre, le parking Monge, nouveau pôle multimodal en entrée de ville, est ouvert au public.

### 3) Données financières et quelques indicateurs chiffrés (compte administratif 2018)

- 395,2 millions d'euros de recettes réalisées, dont 292,1 millions d'euros de recettes de fonctionnement.
- 331,5 millions d'euros de dépenses réalisées, dont 231,1 millions d'euros de dépenses de fonctionnement et 100,4 millions d'euros de dépenses d'investissement.
- 52,6 millions d'euros ont servi aux dépenses d'équipement et 23,1 millions d'euros au remboursement de la dette.

Les trois principaux postes de dépenses du budget principal et des budgets annexes (hors la reprise des déficits antérieurs et le remboursement de la dette) sont :

- Les transports publics urbains (27,1 %)
- Les versements aux communes (16,7 %)
- La voirie et les accessoires (11,9 %)

Outre ces éléments financiers, quelques chiffres méritent d'être soulignés :

- Habitat, sur les 24 communes de l'agglomération :
  - En 2018, la construction de 2 401 logements a commencé contre 1 380 en 2016 et 1 849 en 2017,
  - En 2018, 1 313 logements ont été terminés, contre 2 044 en 2016 et 1 550 en 2017.
- Clauses d'insertion : En 2018, il y a eu 123 marchés publics incluant des clauses d'insertion, représentant 359 246 heures de travail.
- Déplacements :
  - La fréquentation en nombre de voyages sur l'ensemble du réseau Divia (bus et tramway) est passée de 46 608 000 en 2017 à 45 000 000 en 2018. Le réseau



compte 67 000 abonnés, pour 175 000 voyages par jour.

- La métropole compte 10 parkings en ouvrage Diviapark.

- Déchets ménagers :
  - La production d'ordures ménagères est de 336,81 kg/an/habitant,
  - Le poids des déchets incinérés est de 316,34 kg/an/habitant,
  - Le taux de recyclage est à 56,04 %.
- L'eau potable : les prélèvements sur les ressources ont baissé en 2018, tout comme les consommations.
- Droit des sols : instruction des différentes autorisations d'urbanisme.
  - 1 286 logements autorisés (dont 106 logements individuels),
  - 169 554 m<sup>2</sup> de surface plancher construits (dont 100 464 m<sup>2</sup> pour l'habitat)
- Foncier/Patrimoine :
  - 2 606 Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) instruites.
  - 17 000 m<sup>2</sup> gérés.

#### 4) Bilan d'activités

On pourra utilement se reporter aux pages 19 à 74 du rapport qui démontrent le travail particulièrement important mené par Dijon Métropole pour développer l'attractivité économique, éducative, démographique, écologique, foncière et touristique du territoire de l'agglomération, tout en renforçant la cohésion sociale.

Vu l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités 2018 incluant la présentation du compte administratif 2018, joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement, et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la communication relative au rapport d'activités et au compte administratif 2018 de Dijon Métropole.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

## AMENAGEMENT

### 12 - CESSION D'IMMEUBLE BÂTIMENT 1 PLACE DU MONUMENT : AUTORISATION DE SIGNATURE

Par délibération n° DEL \_2018\_124 en date du 17 décembre 2018, la commune de Chenôve a autorisé la vente à M. ES SABOUNI Abdellatif d'une maison, sise 1 place du Monument, pour un montant de 68 000 €.

M. ES SABOUNI Abdellatif s'est désisté après avoir reçu un avis défavorable pour sa demande de permis de construire.

Une nouvelle offre a été présentée, en date du 27 août 2019, par M. ROCHE-GALLON Xavier pour un montant de 68 000 €.

Cette cession pourrait être consentie pour un montant de 68 000 €, conformément à l'estimation de France Domaine, duquel seraient déduits les honoraires de l'agence mandatée pour ce bien, soit 5 720 €.

Les frais liés à l'acte sont à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, il pourrait être signé un compromis de vente qui présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également l'acquéreur, sous réserve d'éventuelle(s) condition(s) suspensive(s).

Vu l'offre d'achat de Monsieur ROCHE-GALLON Xavier du 27 août 2019,

Vu l'avis de France Domaine du 12 juillet 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la cession de cette propriété désignée ci-dessus aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### VOTES

29 POUR

**DOMAINE ET PATRIMOINE****13 - SERVITUDE DE VOLUME AU 20 ET 22 AVENUE DU 14 JUILLET**

La commune de Chenôve a été contactée par Maître MUGNERET, Notaire à Dijon, dans le cadre de la vente de logements par Grand Dijon Habitat, dans le quartier des Grands Crus.

Ces logements sont situés sur les parcelles cadastrées AE 214, AE 215 et AE 471.

Cette dernière parcelle est une propriété de la commune et concerne deux logements et un cheminement piéton, il convient donc de créer une servitude de volume, d'une part pour tenir compte de l'imbrication et de la superposition des volumes (2 LOGEMENTS), et d'autre part pour assurer une liaison piétonne qualitative entre l'avenue du 14 juillet et l'allée Thermidor.

Pour cela, un état descriptif de division en volumes immobiliers a été établi, le 05 septembre 2019, par le cabinet de géomètres experts GEOMEXPERT S.A.S., à la demande du notaire.

Ainsi la parcelle AE 471 a été divisée en 3 parties (voir schéma rez-de-chaussée), et l'une d'elle (AE 471b) scindée en 3 volumes (voir schéma coupe),

Il est proposé, par conséquent, de créer une servitude pour les volumes 2 et 3 (voir schéma coupe).

Vu l'état descriptif de division en volumes immobiliers de GEOMEXPERT S.A.S.,

Vu le cahier des charges et servitudes auxquelles seront soumis les différents volumes immobiliers composant le programme de GEOMEXPERT S.A.S.,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 novembre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes conventions de servitudes aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 14 - DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant les nouvelles délégations consenties à M. Yves-Marie BRUGNOT, conseiller municipal délégué, par arrêté du 7 octobre 2019,

Considérant les désignations intervenues conformément aux délibérations précédentes du conseil municipal, au sein des organismes mentionnés dans le tableau ci-après,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu notamment l'arrêté n° ARR\_2019\_233 du 7 octobre 2019.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

**ARTICLE 2 :** De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES DÉSIGNÉS	MEMBRES SUPPLÉANTS DÉSIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
RÉSEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES AÎNÉS	Y-M. BRUGNOT		C. CARLIER
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MUSSP	Y-M. BRUGNOT		C. CARLIER
CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE		Y-M. BRUGNOT	C. CARLIER
CONSEIL D'ÉCOLE VIOLETTES ÉLÉMENTAIRE	Y-M. BRUGNOT		C. CARLIER

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir

**toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en voir délibéré, approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

24 POUR

5 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme M'PIAYI - M. MICHEL - Mme RICHARD - M. FOUAD

**ADMINISTRATION GENERALE****15 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,  
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 16 - MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE D'UN ÉLU

L'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « Le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le Code pénal, les lois spéciales et le présent code. La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. »

Il appartient au conseil municipal, compte tenu de l'ensemble des circonstances, d'une part de vérifier que les conditions légales énoncées à l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales sont remplies, et d'autre part de déterminer les modalités permettant d'atteindre l'objectif de protection et de réparation.

Par un courrier en date du 7 novembre 2019, Monsieur Thierry FALCONNET, maire de Chenôve, a sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle considérant l'outrage dont il a été victime le dimanche 15 septembre 2019, peu après l'incendie d'un véhicule motorisé à proximité de la Maison du Lien Social. Monsieur FALCONNET a fait l'objet d'agressions verbales à son encontre et a déposé plainte le 18 septembre 2019, pour outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique.

Par un second courrier en date du 7 novembre 2019, Monsieur Thierry FALCONNET a de nouveau sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle considérant l'outrage (tags infamants) constaté le samedi 19 octobre 2019, de la part d'auteur(s) encore inconnu(s) ayant délibérément dégradé le skate-park de Chenôve dans la nuit précédent son inauguration. Monsieur FALCONNET exerçait alors son mandat et devait inaugurer, ce jour-là, le nouveau skate-park de Chenôve.

Monsieur FALCONNET a déposé plainte le 28 octobre 2019, pour outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique.

Au regard des circonstances exposées, il est donc proposé d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Thierry FALCONNET.

Ainsi, la Ville prendrait en charge les frais des deux procédures dûment justifiés (honoraires d'avocat notamment).

Il convient de rappeler que la prise en charge des frais de procédure dans le cadre de la protection fonctionnelle se fera après vérification que les montants facturés ou déjà réglés ne sont pas manifestement excessifs, notamment au regard des pratiques tarifaires habituelles dans la profession et de la nature des prestations accomplies (limitées aux faits décrits dans la demande de protection fonctionnelle).

Dans un souci de bonne gestion des deniers publics, l'élu sera informé des barèmes de prise en charge de l'assureur protection juridique de la Ville et invité à choisir un conseil qui s'inscrive, dans la mesure du possible, dans ces barèmes.

Vu l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur Thierry FALCONNET, Maire, pour notamment couvrir les frais de procédure conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

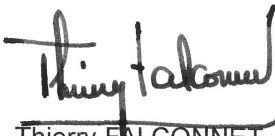
28 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FALCONNET

La séance est levée à 21 h 03.



  
Thierry FALCONNET